

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 13 AVRIL 2016**

FN/RT

**OBJET : N° 6.2.2.2 – TECHNIQUE – SEBA EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT -
RESEAUX EAU POTABLE SEBA 44 (distribution) ET RESEAUX ASSAINISSEMENT SEBA
37 (assainissement collectif) – EXTENSIONS RESEAUX EN LIEN AVEC URBANISME –
ACCORD CADRE -**

L'an deux mille seize, le treize du mois d'avril à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. James BELLOT, Membre du Bureau.

Etaient absents excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat.

M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau.

Etaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat.

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER.

**OBJET : N° 6.2.2.2 – TECHNIQUE – SEBA EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT -
RESEAUX EAU POTABLE SEBA 44 (distribution) ET RESEAUX ASSAINISSEMENT SEBA
37 (assainissement collectif) – EXTENSIONS RESEAUX EN LIEN AVEC URBANISME –
ACCORD CADRE -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Les communes du SEBA 44 – distribution d'eau potable et du SEBA 37 – assainissement collectif saisissent régulièrement le syndicat de demandes d'extension ou de renforcement de réseaux afin de desservir des terrains où des autorisations d'urbanisme ont été délivrées, ou bien pour des secteurs où la commune a la volonté d'autoriser des constructions. L'urbanisme étant une compétence communale, le SEBA ne fait qu'émettre un avis technique lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme. En application des délibérations du comité syndical des 09/12/2013 et 06/07/2015, les communes participent au financement de tels travaux.

Parviennent également au SEBA des demandes de propriétaires d'habitations existantes souhaitant être raccordés au réseau public d'eau potable. Si un tel raccordement est possible techniquement, le coût de ces travaux doit être supporté par le demandeur en application de l'article 22 du règlement de service d'eau potable.

Dans la mesure où les commandes dépendent totalement des décisions de tiers et que, en conséquence, le rythme et l'étendue de ces travaux ne peuvent être définis par le SEBA, il est difficile pour les services du syndicat d'estimer un montant minimum de commandes à passer. Au vu du Plan Pluriannuel d'Investissement, l'engagement est évalué à hauteur de 1 660 000 € HT pour les trois années du marché, eau et assainissement confondus.

Pour la consultation des entreprises dans le cadre du marché à venir, le mode de dévolution et les critères de choix doivent être arrêtés. Il est proposé de lancer la consultation portant sur l'ensemble du territoire du SEBA distribution AEP et du SEBA assainissement collectif, dans le cadre des travaux d'extension des réseaux en lien avec l'urbanisme. Le marché actuel pour cette opération s'achève le 10 octobre 2016.

Le bureau syndical est amené à délibérer sur les propositions suivantes :

- Décider de faire appel à une technique particulière d'achat, celle des accords-cadres définis aux articles 78 et suivants du nouveau code des marchés publics. L'accord-cadre sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande ;
- Décider d'un accord-cadre mono-attributaire ;
- Décider que le mode de passation du marché sera une procédure d'appel d'offres ouvert ;
- Lancer la consultation du marché de travaux, avec les principes suivants :
 - Marché pour une durée de 2 ans, renouvelable 1 an ;
 - Pas de montant minimum ni maximum ;
 - Consistance des prestations telles que présentées ci-dessus ;
 - Bordereau des prix unitaires vierge à compléter par les candidats ;
 - Trois devis estimatifs de chantier à compléter par les candidats, afin de donner une idée aux candidats du type de prestations et de pouvoir comparer les offres ;
- Décider des critères de sélection :
 - Prix des prestations analysées à partir des 3 devis estimatifs (pondération 40 %) ;
 - Références et moyens techniques mis en œuvre en adéquation avec l'objet du marché (pondération 50 %) ;
 - Délai d'intervention à partir de l'émission de la commande, hors période de préparation (pondération 10 %) ;
- Autoriser le Président à signer le marché à venir et à faire toutes les démarches nécessaires à la bonne exécution de cette décision dans le cadre de l'économie générale présentée ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL

- 2 - Bureau Syndical du 13 avril 2016

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr